

2011

Sous la direction scientifique de

LUC GODBOUT – MARCELIN JOANIS –  
NATHALIE DE MARCELLIS-WARIN

# Le Québec économique

Un **bilan de santé** du Québec



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

<http://lequebececonomique.cirano.qc.ca>



Presses de  
l'Université Laval

# Chapitre 1

## VIVRE MIEUX... AU QUÉBEC ?

*Mesurer et comparer le bien-être à l'échelle internationale<sup>1</sup>*

### **Luc Godbout**

Professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke, fellow au CIRANO et chercheur à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

### **Marcelin Joanis**

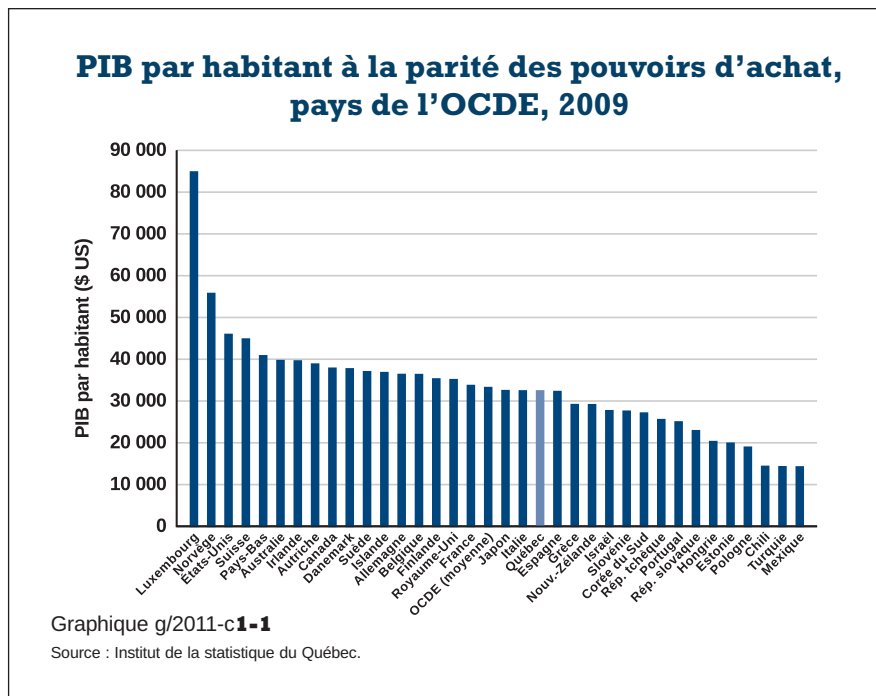
Professeur à l'Université de Sherbrooke, chercheur au CIRANO et au Groupe de recherche en économie et développement international (GRÉDI)

**A**u cours de la dernière année, la mesure du « niveau de vie » des Québécois a fait couler beaucoup d'encre, de la Coalition pour l'avenir du Québec (2011) de François Legault, qui indiquait que le Québec avait un écart de richesse important avec ses voisins, jusqu'à Fortin et Lisée (2011), qui estimaient que 99 % des Québécois font mieux que 99 % des Américains.

Selon l'estimation apparaissant dans les fiches de la section 5 de ce volume, le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché par habitant serait de 49,1 % plus élevé aux États-Unis qu'au Québec. Cet écart est de 23,4 % avec le Canada dans son ensemble, de 12,7 % avec l'Europe des 15 et de 7,9 % avec l'ensemble des pays de l'OCDE. Un portrait similaire émerge d'un classement des pays de l'OCDE construit sur la base des données de PIB en dollars américains tenant compte de la parité des pouvoirs d'achat de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) – voir le graphique 1-1. Le Luxembourg, la Norvège, les États-Unis, la Suisse et les Pays-Bas occupent les cinq premières positions de ce classement. Le Canada occupe quant à lui la 9<sup>e</sup> position, alors que le Québec se classe 20<sup>e</sup> (sous la moyenne des pays de l'OCDE).

Très précisément, le PIB est la valeur de l'ensemble des biens et des services produits sur un territoire donné au cours d'une période de temps donnée. Le calcul du PIB repose sur d'impressionnantes compilations de données par les statisticiens nationaux. Le PIB est un agrégat macroéconomique très précieux pour mesurer l'évolution de l'activité économique sur un territoire donné. Par exemple, au Québec, nous disposons depuis quelques années de renseignements de PIB à l'échelle des régions administratives qui nous permettent de suivre les soubresauts de l'activité économique jusqu'à l'échelle régionale.

Le calcul du PIB constitue aussi une première mesure du revenu agrégé sur un territoire donné. En effet, la valeur de la production se traduit directement en revenus pour les différents agents économiques : travailleurs et propriétaires du capital et de la terre. Le PIB par habitant est donc une première approximation du niveau de vie des habitants d'une juridiction donnée, ainsi que de leur capacité de payer (notamment pour des services publics).



Mais est-ce une bonne mesure du *bien-être*? Non. Les imperfections du PIB sont l'un des premiers thèmes abordés dans tous les cours d'introduction à la macroéconomie donnés dans les universités! D'une part, le PIB est une mesure imparfaite de ce qu'il se propose de mesurer, soit la valeur de la production. Pour compiler la somme d'informations requises pour le calculer, les statisticiens nationaux s'appuient en grande majorité sur les données des transactions de marché. Or, de nombreux biens et services produits ne font pas l'objet de transactions de marché : que l'on pense seulement à la majorité des services gouvernementaux ou encore aux services de logement consommés par un propriétaire-occupant. Dans plusieurs cas (notamment les deux que l'on vient de citer), des valeurs sont imputées par les statisticiens nationaux. Par exemple, les services gouvernementaux sont mesurés dans le PIB en fonction de la masse salariale des employés de l'État qui les fournissent, et les services de logement des propriétaires le sont en fonction des loyers ayant cours pour des propriétés similaires habitées par des locataires. Si certaines productions ne faisant pas l'objet de transactions de marché font l'objet d'imputations dans les comptes nationaux (qui servent notamment au calcul du PIB), ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, la valeur de la production domestique et celle de la production du marché noir ne font pas l'objet d'imputations. La mesure de la production n'est donc pas une science exacte. Les imperfections du PIB comme mesure de la production peuvent avoir des impacts importants sur les comparaisons entre juridictions. Lorsque les juridictions comparées diffèrent au chapitre du travail domestique (par exemple, participation différente des femmes au marché du travail), de l'incidence de l'économie souterraine, ou encore de la place de l'État dans l'économie, les comparaisons peuvent s'avérer moins précises.

Cette inévitable imperfection de l'instrument de mesure des statisticiens nationaux qu'est le PIB ne représente qu'un aspect de l'inadéquation du PIB, une mesure de la *production*, en tant que mesure du *niveau de vie* ou du *bien-être*. Qu'est-ce que le bien-être des habitants d'un territoire donné? C'est un amalgame complexe de plusieurs dimensions de l'expérience de vie des membres d'une population.

Lorsqu'on parle de bien-être, on a inévitablement en tête une combinaison entre les *conditions de vie matérielles* et la *qualité de vie*... voire une certaine idée du « bonheur ». Le bien-être est donc, contrairement à la valeur de la production, une réalité multidimensionnelle. Les conditions de vie matérielles des individus dépendent certes de façon cruciale de leurs

revenus, mais également de la qualité de leur logement et de leur participation au marché du travail. Quant aux déterminants de la qualité de vie, la liste est peut-être plus difficile à établir, mais la santé (le thème principal de cette édition du *Québec économique*) et l'éducation en font certainement partie. Peuvent s'y ajouter des dimensions comme la vie communautaire, l'environnement, la vie publique (gouvernance de l'État, par exemple), la satisfaction à l'égard de la vie, la sécurité et la conciliation travail-famille.

Dans le cadre d'une vaste initiative visant à « mesurer le bien-être et le progrès » menée à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire, l'OCDE a rendu public, le 24 mai 2011, son nouvel indice « Vivre mieux ». En visitant le site Web [oecdbetterlifeindex.org](http://oecdbetterlifeindex.org), les citoyens des pays de l'OCDE sont invités à comparer le niveau de vie dans les 34 pays membres de l'organisation. L'indice est construit sur la base de 20 indicateurs réunis en 11 thèmes. Bien que l'OCDE ne publie pas officiellement de classement des pays sur la base de ce nouvel indice – les visiteurs du site peuvent en effet choisir leur propre pondération des différents thèmes –, le site suggère aux visiteurs de débiter par un classement où tous les thèmes sont pondérés également et permet de présenter l'information selon le rang des pays. Sur la base de cette version de l'indice Vivre mieux de l'OCDE, le Canada fait excellente figure en seconde place, tout juste derrière l'Australie et devant la Suède, la Nouvelle-Zélande et la Norvège.

La prise en compte des dimensions du bien-être autres que le seul revenu peut donc faire gagner plusieurs positions à des pays comme le Canada, l'Australie et la Suède par rapport à un classement effectué en fonction du PIB par habitant. En effet, le Canada passe de la 9<sup>e</sup> place selon la mesure du PIB par habitant (graphique 1-1) à la 2<sup>e</sup> place selon l'indice Vivre mieux de l'OCDE. Inversement, les États-Unis y apparaissent sous un jour moins favorable, passant de la 3<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> position. Le résultat enviable obtenu par le Canada n'est pas une nouveauté, l'indice de développement humain (IDH) de l'ONU ayant déjà, à plusieurs reprises dans le passé, placé notre pays au premier rang. Un ex-premier ministre du Canada, Jean Chrétien, en aurait même conclu, selon une célèbre boutade, que le Canada était « le plus meilleur pays du monde » (*sic*) ! Notons que le Canada occupait en 2010 le 8<sup>e</sup> rang des pays selon l'IDH<sup>2</sup>.

La bonne tenue du Canada dans ce genre de classements allant au-delà du PIB par habitant s'applique-t-elle aussi au Québec ? Afin de positionner le

Québec au sein des pays de l'OCDE, nous proposons dans le présent chapitre de construire l'indice Vivre mieux de l'OCDE pour le Québec.

La première section de ce chapitre replace brièvement le projet de l'OCDE dans le contexte des nombreuses initiatives récentes pour mesurer le bien-être des sociétés en allant au-delà du seul PIB par habitant. Après avoir expliqué la méthodologie de notre indice « Vivre mieux Québec » dans la deuxième section, nous présenterons dans la troisième section les 11 thèmes de l'indice, indicateur par indicateur. Le classement du Québec et des pays de l'OCDE selon l'indice Vivre mieux est présenté à la quatrième section. La cinquième section conclura en mettant en évidence les limites de l'indice Vivre mieux de l'OCDE.

## **Aller au-delà du PIB : plusieurs initiatives récentes**

La création de l'indice Vivre mieux de l'OCDE fait suite à une série d'interventions et de rapports majeurs produits récemment à l'échelle internationale sur la mesure du bien-être. C'est la mise sur pied par le gouvernement français en 2008 de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social qui a réellement lancé le récent chantier international de réflexion sur la mesure du bien-être. Sous le leadership des Nobel d'économie Joseph Stiglitz et Amartya Sen, elle a rendu public un rapport étoffé comprenant plusieurs recommandations pratiques en septembre 2009 – le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009)<sup>3</sup>.

Dans la foulée de ce rapport, la Commission européenne (2009), la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, l'OCDE ainsi que plusieurs gouvernements nationaux, notamment, ont entrepris d'élaborer des stratégies pour être mieux en mesure d'évaluer le bien-être des populations. Les efforts de l'OCDE ont culminé avec le dévoilement, en mai 2011, de l'indice Vivre mieux, puis, le 12 octobre 2011, du rapport *Comment va la vie?* (OCDE, 2011), qui pousse l'analyse plus loin.

Bien entendu, la réflexion académique sur la mesure du bien-être n'a pas débuté avec le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi<sup>4</sup>. Par exemple, au Canada, le Center for the Study of Living Standards (CSLS, basé à Ottawa) publie,

depuis 1998, un indice de bien-être allant au-delà du PIB, l'Index of Economic Well-being (IEWB). L'IEWB tient compte de quatre dimensions du bien-être économique (la consommation, la richesse, l'équité et la sécurité économique) comportant chacune différents indicateurs et est basé sur les travaux d'Osberg (1985) et d'Osberg et Sharpe (1998). En 2010, le Québec occupait le sixième rang des provinces selon cet indice (devançant la Colombie-Britannique et l'Ontario), alors que l'Alberta occupait le premier rang (Osberg et Sharpe, 2011a). Quant au Canada, il occupait en 2009 le neuvième rang parmi les 14 pays pour lesquels l'IEWB est calculé (Osberg et Sharpe, 2011b), devant les États-Unis mais derrière 8 pays européens (les 4 pays scandinaves, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et la France).

## Méthodologie

L'indice Vivre mieux de l'OCDE est un indice de bien-être qui permet de comparer 34 pays sur la base de 11 thèmes. Le tableau 1-1 recense ce que l'OCDE considère comme des éléments essentiels au mieux-vivre des individus en termes de conditions de vie matérielles et de qualité de vie.

Thèmes de la mesure du mieux-vivre de l'OCDE	
Conditions de vie matérielles	Qualité de vie
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement</li> <li>• Revenu</li> <li>• Travail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation</li> <li>• Santé</li> <li>• Vie communautaire</li> <li>• Environnement</li> <li>• Gouvernance</li> <li>• Bien-être subjectif</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Conciliation vie-travail</li> </ul>

Source : OCDE (2011).

Tableau t/2011-c1-1

En vue d'apprécier chacun de ces thèmes, l'OCDE utilise entre un et trois indicateurs spécifiques par thème. À titre illustratif, le thème de la conciliation vie-travail s'appuie sur trois indicateurs : la proportion des employés travaillant de longues heures, la proportion de mères ayant un emploi et le

temps consacré aux activités de loisirs et aux soins personnels. En tout, l'indice du mieux-vivre de l'OCDE s'appuie sur 20 indicateurs.

Ensuite, pour chaque indicateur, une formule convertit les résultats de chacun des pays en une note se situant dans une fourchette de 0 (pour le pire résultat) à 10 (pour le meilleur résultat)<sup>5</sup>.

Il faut bien situer l'esprit dans lequel l'OCDE a développé son indice du mieux-vivre. Elle ne se sert pas des résultats de son indice pour établir un classement des pays. L'outil est plutôt conçu en vue de permettre aux utilisateurs de pondérer, eux-mêmes, chacun des 11 thèmes à leur guise, selon leur propre évaluation de l'importance relative de chacun des indicateurs utilisés dans la mesure du mieux-vivre. Si l'on croit que le thème « logement » est plus important que le thème « sécurité », par exemple, il suffit de surpondérer les indicateurs de logement et de sous-pondérer les indicateurs de sécurité.

Dans la préparation du *Québec économique 2011*, l'idée a germé d'insérer le Québec à l'intérieur de l'indicateur de mieux-vivre de l'OCDE<sup>6</sup>. Le présent chapitre a donc pour objectif d'exposer les résultats de chacun des indicateurs en ajoutant le Québec aux 34 pays comparés.

Le procédé semble, *a priori*, relativement simple. Il ne s'agit, en fait, que de sélectionner 20 données québécoises. Cependant, il ne faut pas sous-estimer certaines difficultés à surmonter afin de s'assurer de la pleine comparabilité de ces données aux données des pays de l'OCDE. Pour ce faire, l'approche retenue s'apparente à un algorithme. Cette démarche favorise la sélection des données les plus précises possibles et l'ajustement des données au besoin.

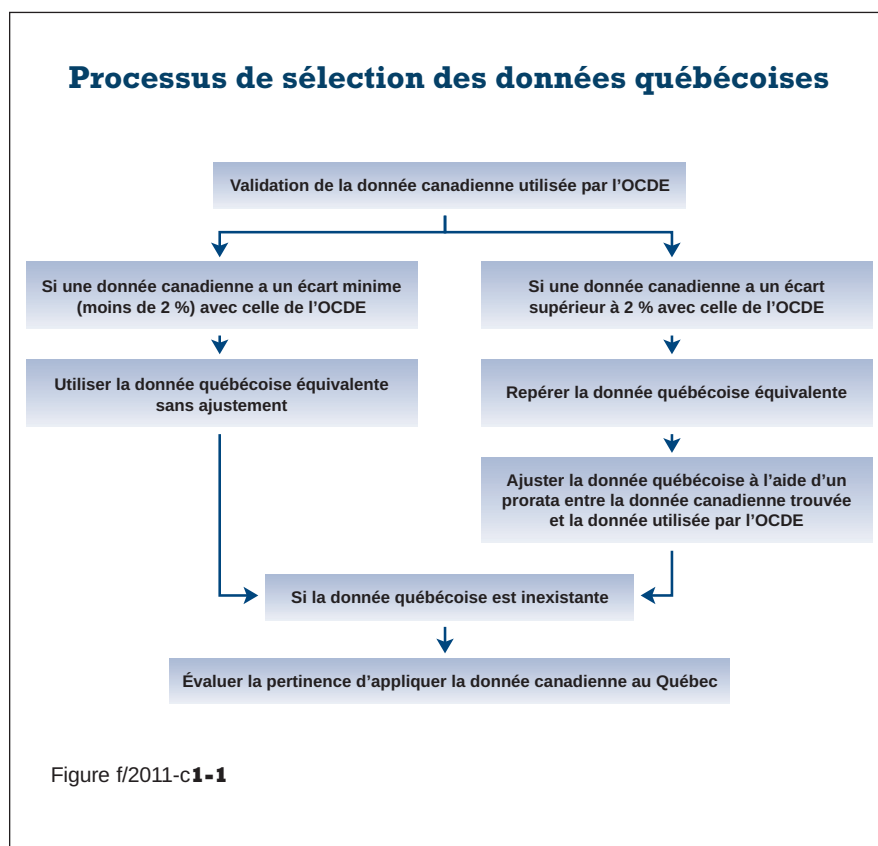
En premier lieu, l'exercice consiste à retrouver à l'intérieur des statistiques canadiennes les données utilisées par l'OCDE pour le Canada. Une fois la donnée canadienne repérée, si elle est identique ou similaire à la donnée utilisée par l'OCDE, il est alors possible d'utiliser la donnée québécoise équivalente sans ajustement.

En second lieu, lorsque la donnée canadienne relevée est comparable à la donnée de l'OCDE mais que, pour diverses raisons méthodologiques (par exemple, si l'année est différente), elle s'écarte de la donnée utilisée par



l'OCDE de 2 % ou plus, il est possible d'ajuster la donnée québécoise à l'aide d'un prorata entre la donnée canadienne et la donnée utilisée par l'OCDE.

Enfin, lorsqu'il s'avère impossible de retrouver une donnée québécoise, il faut évaluer la possibilité d'appliquer la donnée canadienne au Québec. Dans certains cas, cela va de soi, dans d'autres cas, cette approche ne peut être retenue.

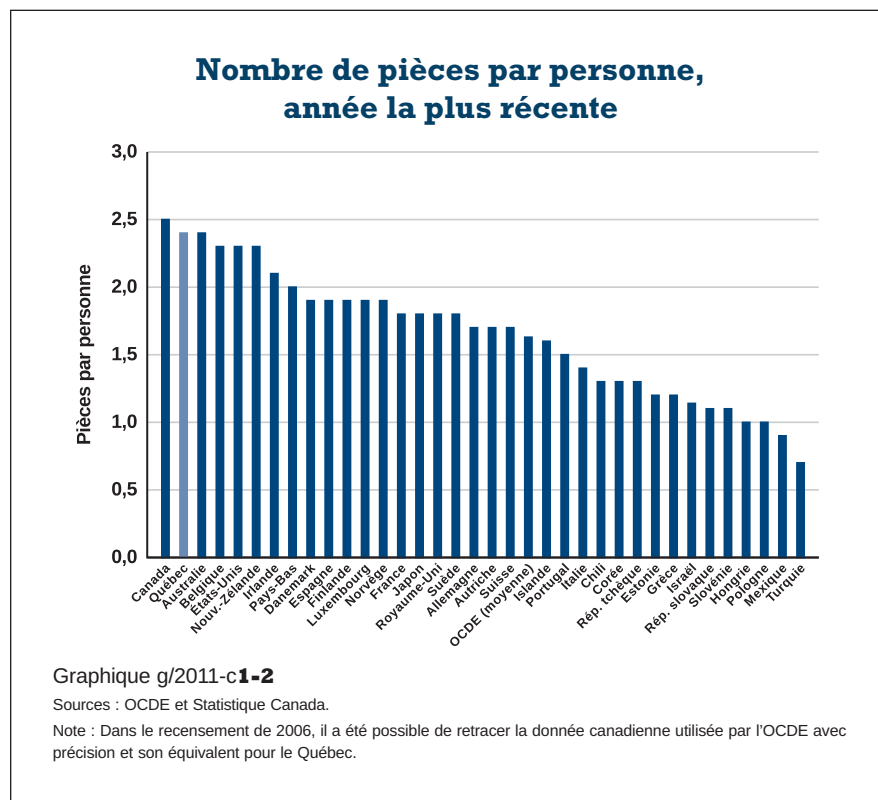


## L'indice Vivre mieux Québec : résultats par indicateur

### Logement

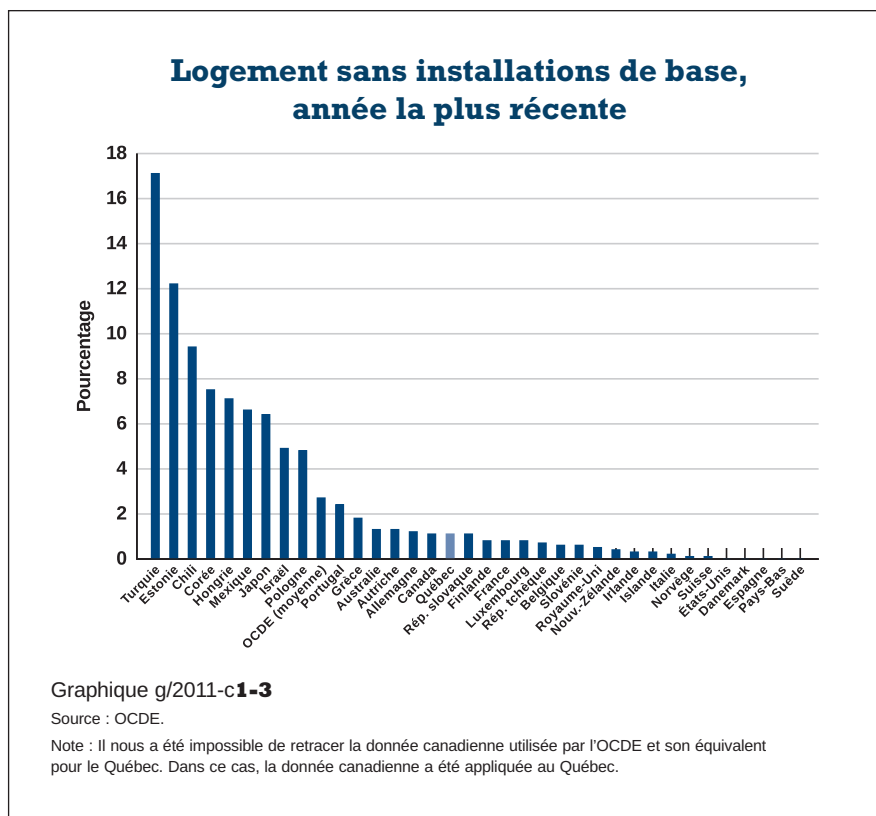
#### Pièces par personne

Cet indicateur mesure le nombre d'habitants par logement. Le nombre de pièces dans un logement est divisé par le nombre de personnes y vivant. Les résultats varient de 0,7 pièce par personne en Turquie à 2,5 pièces au Canada. Le Québec se situe juste derrière le Canada, en deuxième place.



## Logement sans installations de base

Cet indicateur fournit une évaluation des déficits et des lacunes potentielles des logements en ciblant les installations d'hygiène personnelle. L'indicateur mesure la proportion de logements ne possédant pas de toilettes à l'usage exclusif de leur ménage. Les résultats varient de 17,1 % des logements en Turquie à 0 % dans une série de pays, dont les États-Unis, la Suède et le Danemark. Il va de soi que les pays les plus avancés se situent sous la moyenne de l'OCDE. Au Canada, 1,1 % des logements sont sans installations de base. Cette donnée n'existe pas spécifiquement pour le Québec, mais rien ne permet de croire que le Québec aurait une proportion de logement sans installations de base différente de la proportion canadienne. Pour cette raison, nous avons appliqué la même proportion au Québec.

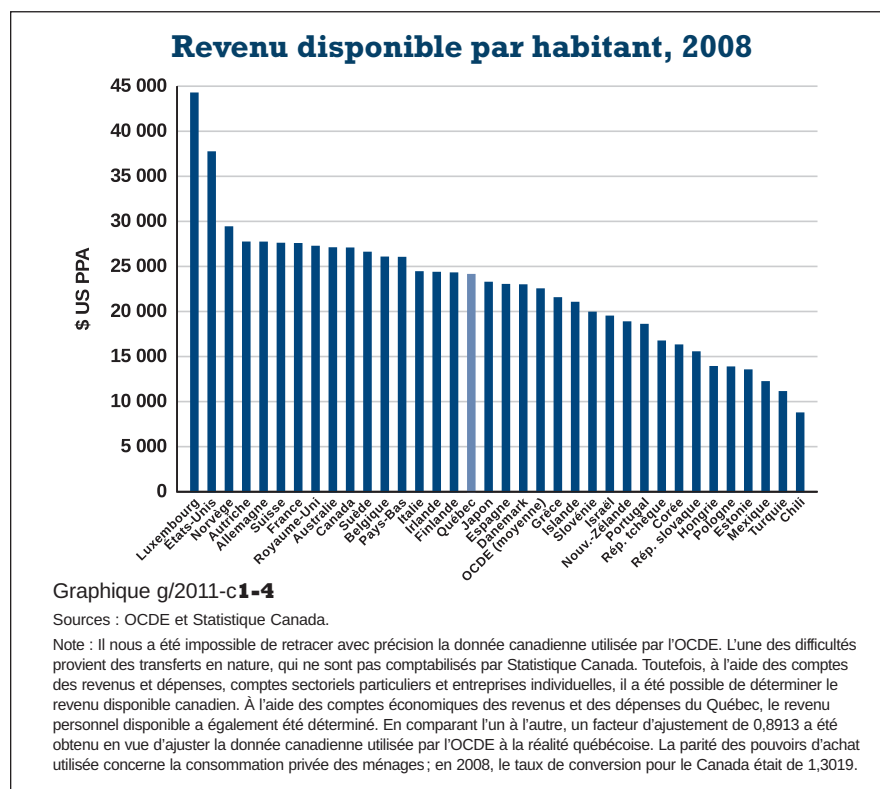


## Revenu

### Revenu disponible par habitant

Cet indicateur comprend la plupart des revenus des ménages, dont les revenus du travail, de propriété, les loyers imputés attribués aux propriétaires ainsi que les prestations sociales en espèces. Dans le cas des revenus de propriétés ou d'entreprises individuelles, ils sont mesurés net de l'amortissement des biens d'équipement que les ménages utilisent dans la production. Sont également inclus les transferts sociaux en nature, tels que l'éducation et les soins de santé, que les ménages reçoivent des gouvernements. Les impôts directs et les cotisations sociales payés par les ménages en sont soustraits.

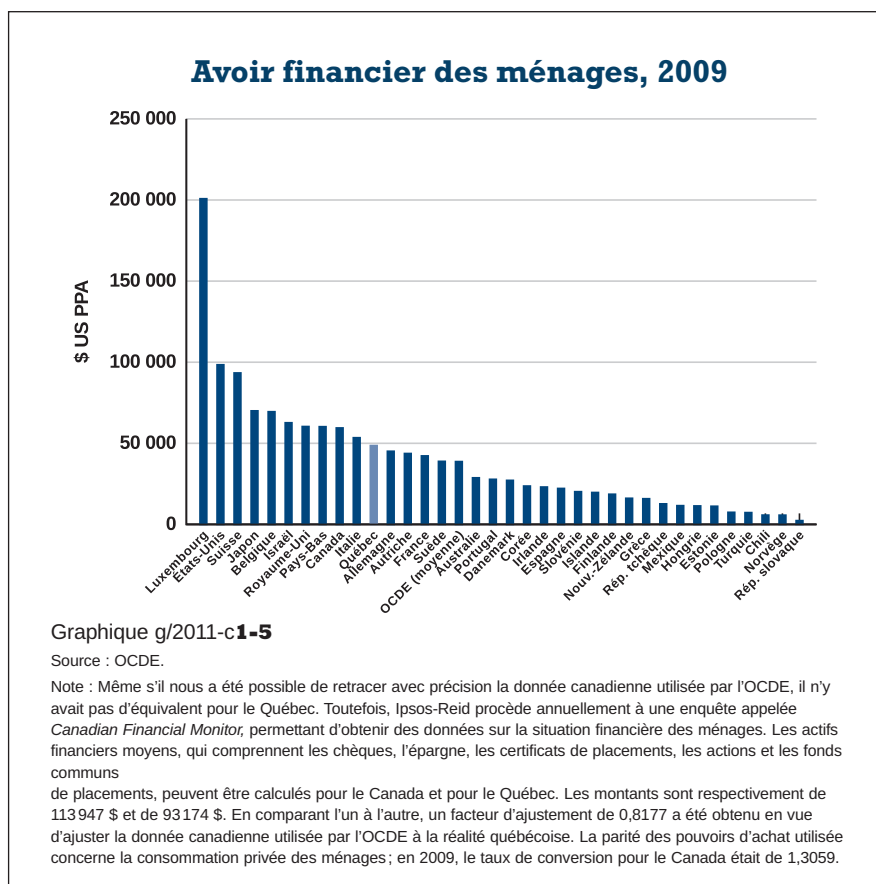
En 2008, le revenu disponible par habitant allait de 8 712 \$ US PPA au Chili à 44 412 \$ US PPA au Luxembourg. Le Canada se situait à la 10<sup>e</sup> place, avec 27 015 \$ US PPA. Avec 24 078 \$ US PPA, le Québec se trouvait au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE.



## Avoir financier par habitant

Cet indicateur se compose de divers actifs financiers détenus par les ménages (par exemple, les liquidités, les obligations et les actions), nets de tous les types de passifs financiers.

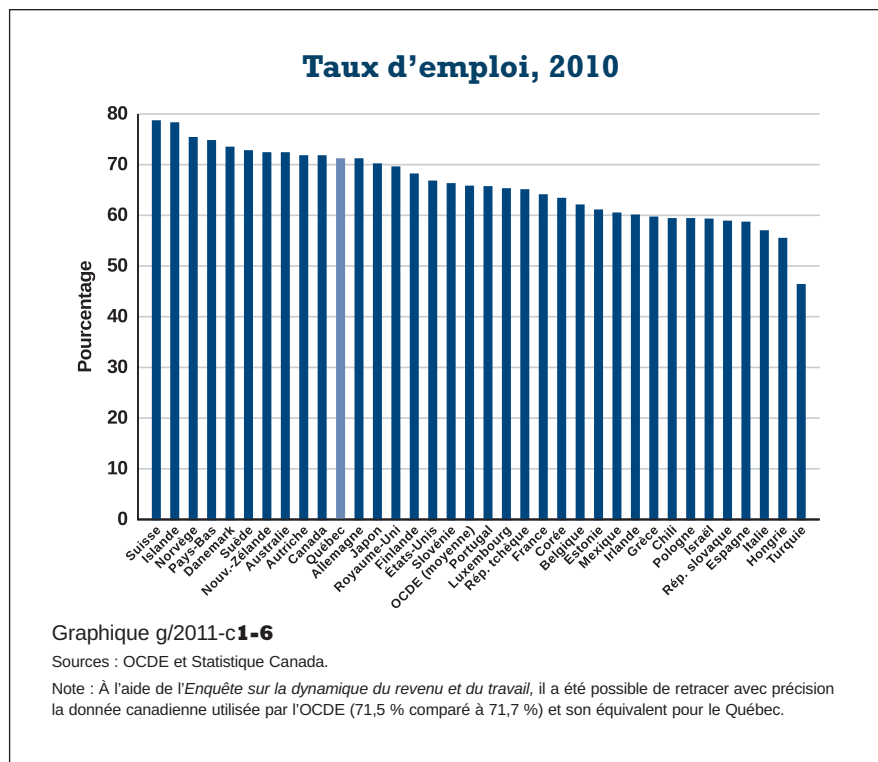
En 2009, l'avoir financier le plus élevé atteignait 200 797 \$ US PPA au Luxembourg, et le plus faible, celui de la République slovaque, se situait à 2 366 \$ US PPA. À près de 60 000 \$ US PPA, le Canada se trouvait dans la fourchette supérieure. Même si la donnée québécoise était de pratiquement 20 % plus faible que la donnée canadienne, elle excédait néanmoins la moyenne des pays de l'OCDE.



## Travail

### Taux d'emploi

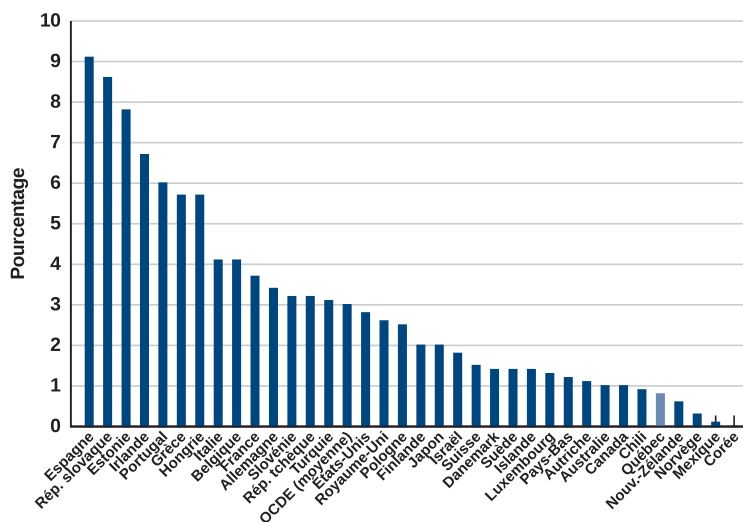
Cet indicateur mesure la part de la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans dans la plupart des pays de l'OCDE) qui occupe un emploi rémunéré. Il s'agit des personnes âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir occupé un emploi rémunéré pendant au moins une heure dans la semaine précédente, conformément à la définition. En 2010, le taux d'emploi variait de 46,3 % en Turquie à 78,6 % en Suisse. La moyenne de l'OCDE s'élevait à 65,7 %, le Canada et le Québec se situant plus haut avec respectivement 71,7 % et 71,1 %.



## Taux de chômage de long terme

Cet indicateur recense la proportion de personnes en chômage pendant un an ou plus au sein de la population active. Les chômeurs sont ceux qui ne travaillent pas, mais qui sont prêts à le faire et qui recherchent activement un emploi. En 2010, le taux de chômage de long terme était à zéro en Corée, alors qu'il atteignait 9,1 % en Espagne. Le Canada et le Québec se situaient en deçà de la moyenne de l'OCDE (3 %) avec respectivement 1,0 % et 0,8 %.

### Taux de chômage de long terme, 2010



Graphique g/2011-c1-7

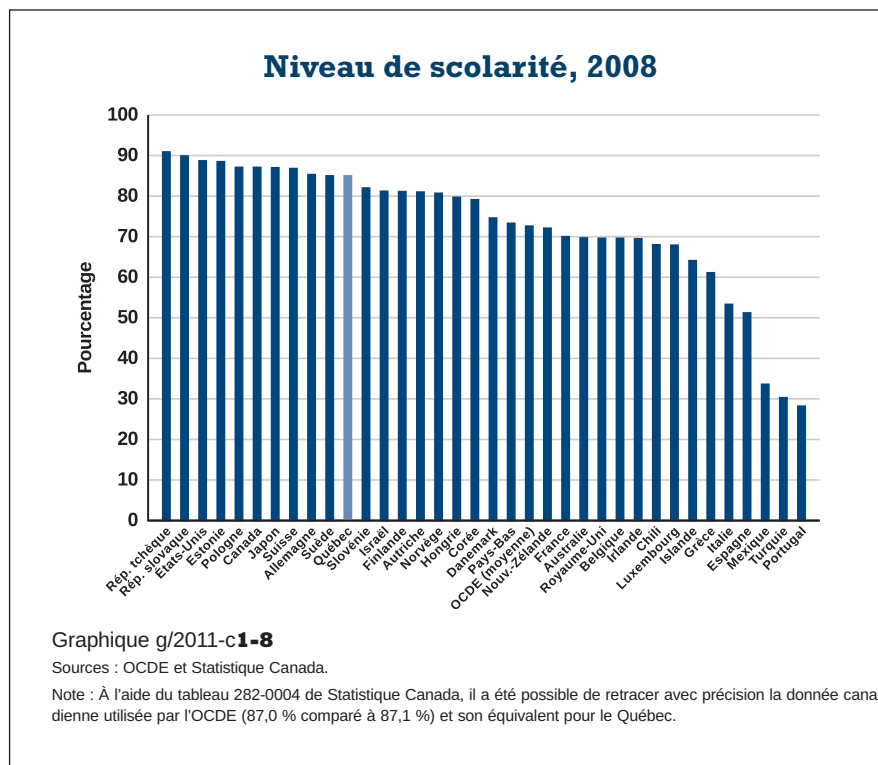
Sources : OCDE et Statistique Canada.

Note : À l'aide de l'*Enquête sur la dynamique du revenu et du travail*, il a été possible de retracer la donnée de chômage de long terme au Canada et au Québec (52 semaines et plus), respectivement de 0,92 % et de 0,77 %. Comme l'écart entre la donnée retrouvée pour le Canada et la donnée utilisée par l'OCDE s'établissait à 5 %, un facteur d'ajustement de 0,8370 a été obtenu en vue d'ajuster la donnée canadienne utilisée par l'OCDE à la réalité québécoise.

## Éducation

### Niveau de scolarité

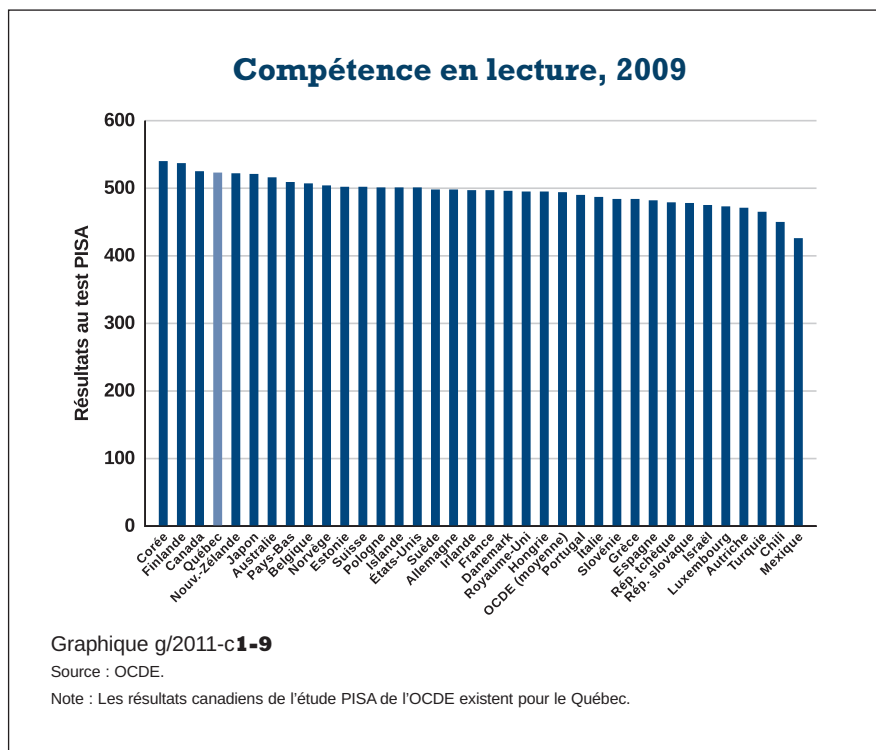
Cet indicateur compare le niveau de scolarité de la population adulte. Il correspond au pourcentage de la population adulte (15 à 64 ans) détenant au moins un diplôme secondaire supérieur, tel que défini par la classification de l'OCDE-CITE. En 2008, le niveau de scolarité allait de 28,2 % au Portugal à 90,9 % en République tchèque. Largement au-dessus de la moyenne de l'OCDE (72,6 %), le Canada obtenait 87,1 %, contre 85,0 % pour le Québec.





## Compétence en lecture

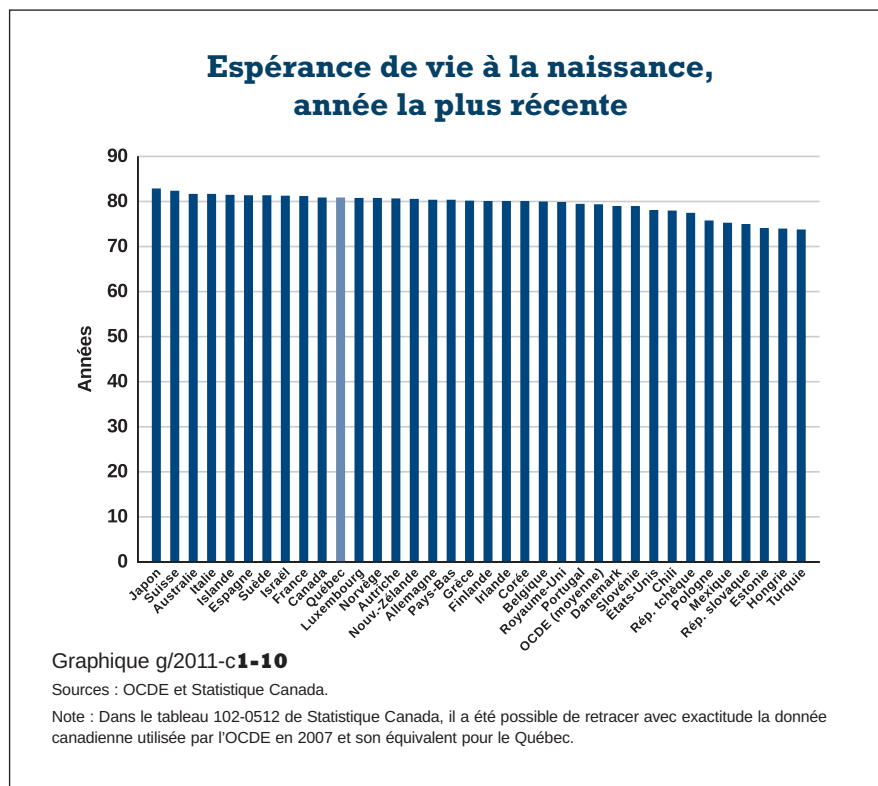
Cet indicateur reprend les résultats des tests PISA de l'OCDE portant sur la lecture. Il mesure la capacité des élèves à la fin de la scolarité obligatoire à comprendre et à utiliser des textes écrits, à y réfléchir et à s'engager en vue d'atteindre leurs propres objectifs et de développer leurs connaissances et leur potentiel. En 2009, la Corée a décroché la première place, avec 539 au test PISA, alors que le Mexique est arrivé dernier, avec 425. Le Canada et le Québec étaient dans le peloton de tête, avec respectivement 524 et 522.



## Santé

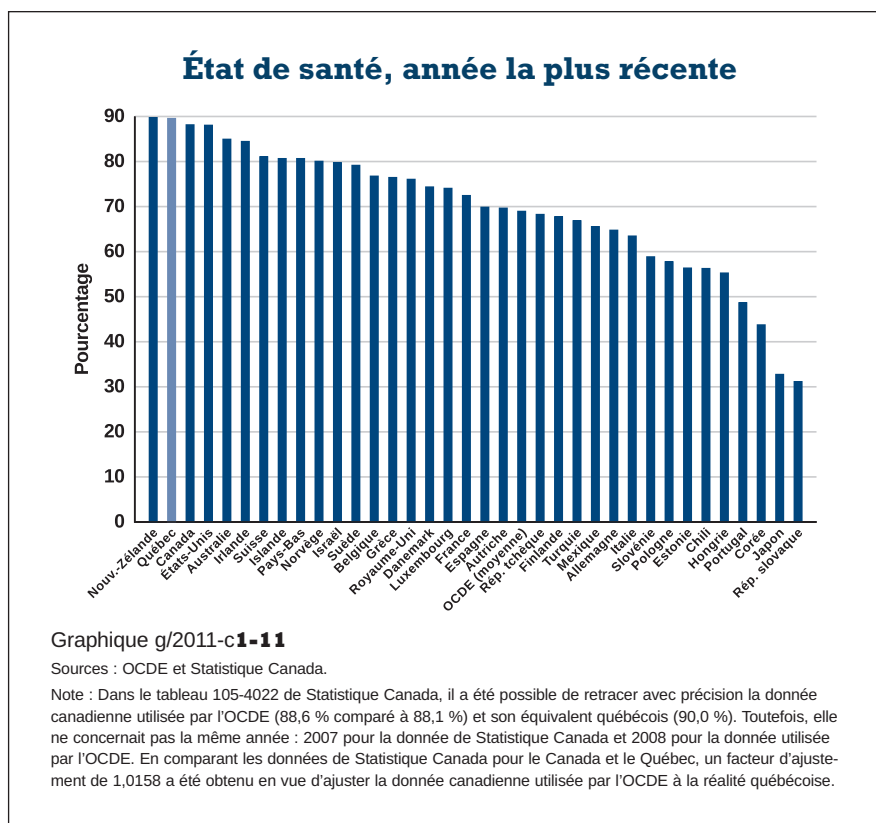
### Espérance de vie

Cet indicateur compare l'espérance de vie à la naissance. Il s'agit du temps que les gens peuvent s'attendre à vivre en moyenne selon les taux de mortalité par âge. Le pays où l'espérance de vie est la plus longue est le Japon, où on vit en moyenne 82,7 ans, alors que celui où elle est la plus courte est la Turquie, où on vit en moyenne 73,6 ans. Avec 80,7 années, tant le Canada que le Québec devancent la moyenne des pays de l'OCDE (79,2 années).



## État de santé

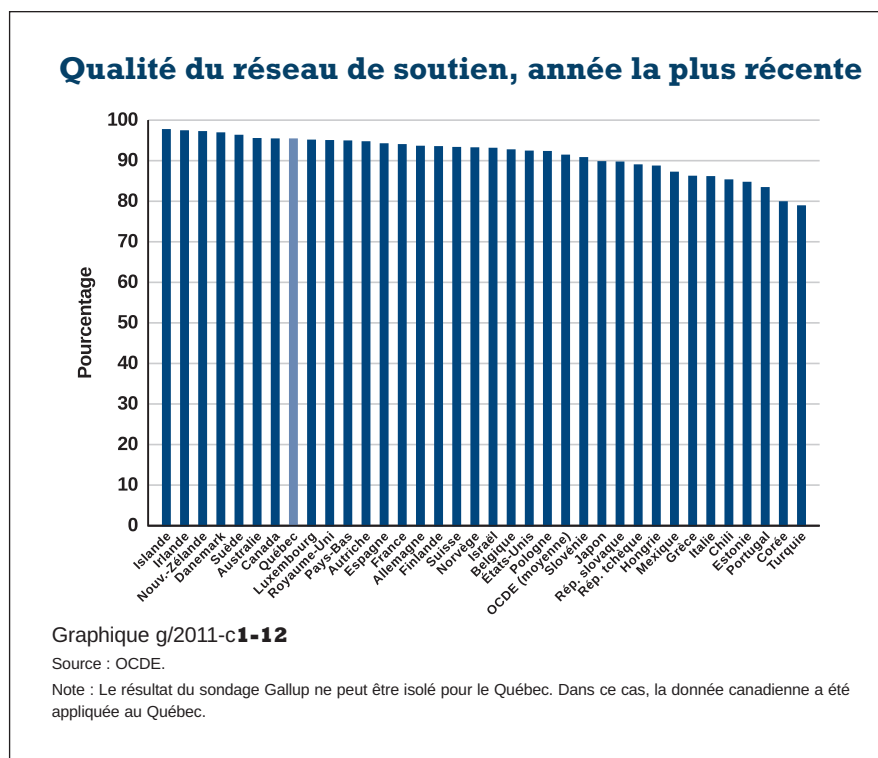
Cet indicateur compare la perception des gens à l'égard de leur état de santé. Il s'appuie sur des questions comme « Comment va votre santé en général? », posées aux ménages sur leur état de santé dans le cadre des enquêtes officielles dans différents pays. Si les habitants de la République slovaque ne sont que 31,1 % à se trouver en bonne santé, le meilleur taux est obtenu par les habitants de la Nouvelle-Zélande : 89,7 %. Le Québec se trouve juste derrière, à 89,5 %, suivi du Canada, à 88,1 %.



## Vie communautaire

### Qualité du réseau de soutien

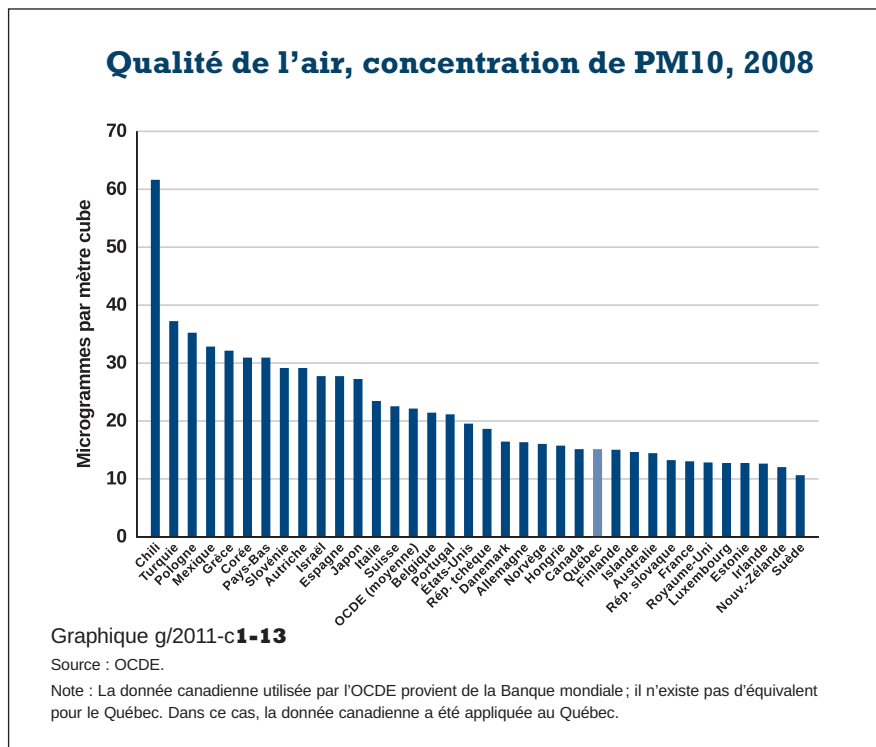
Cet indicateur montre la proportion de la population ayant des parents, des amis ou des voisins sur qui elle peut s'appuyer pour l'aider en cas de besoin. Les données des pays de l'OCDE proviennent du Gallup World Poll. Le résultat varie de 78,8 % en Turquie à plus de 97 % en Islande, en Irlande et en Nouvelle-Zélande. De son côté, en 2010, le Canada obtenait 95,3 %. Il n'existe pas de donnée connue du sondage Gallup pour le Québec, mais rien ne permet de croire que le Québec aurait un résultat différent de celui du Canada. Pour cette raison, nous avons appliqué la même proportion au Québec.



## Environnement

### Qualité de l'air

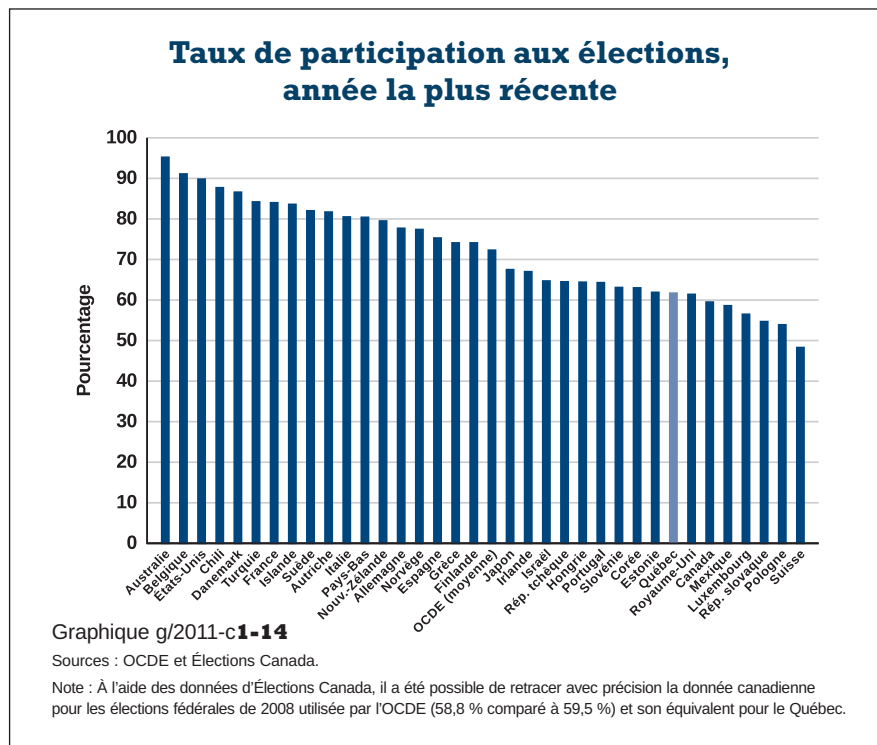
Cet indicateur se réfère à des concentrations de particules fines (PM10) dans l'air que nous respirons (mesurées en microgrammes par mètre cube) pour les villes de plus de 100 000 habitants. Il mesure les petites particules liquides et solides qui flottent dans l'air, notamment les sulfates, les nitrates, le carbone élémentaire, les matières organiques de carbone ainsi que les ions sodium et ammonium en concentrations variables. En 2008, la Suède avait la concentration de PM10 la plus faible, avec 10,5 microgrammes par mètre cube, alors que la plus forte concentration était de 61,5 microgrammes par mètre cube (Chili). Sur cette base, le Canada, avec 15 microgrammes par mètre cube, performait mieux que la moyenne des pays de l'OCDE. Cette donnée n'existe pas spécifiquement pour le Québec, mais rien ne permet de croire que le Québec aurait une concentration différente de PM10 que le Canada. Pour cette raison, nous avons appliqué la même concentration au Québec.



## Gouvernance

### Taux de participation aux élections

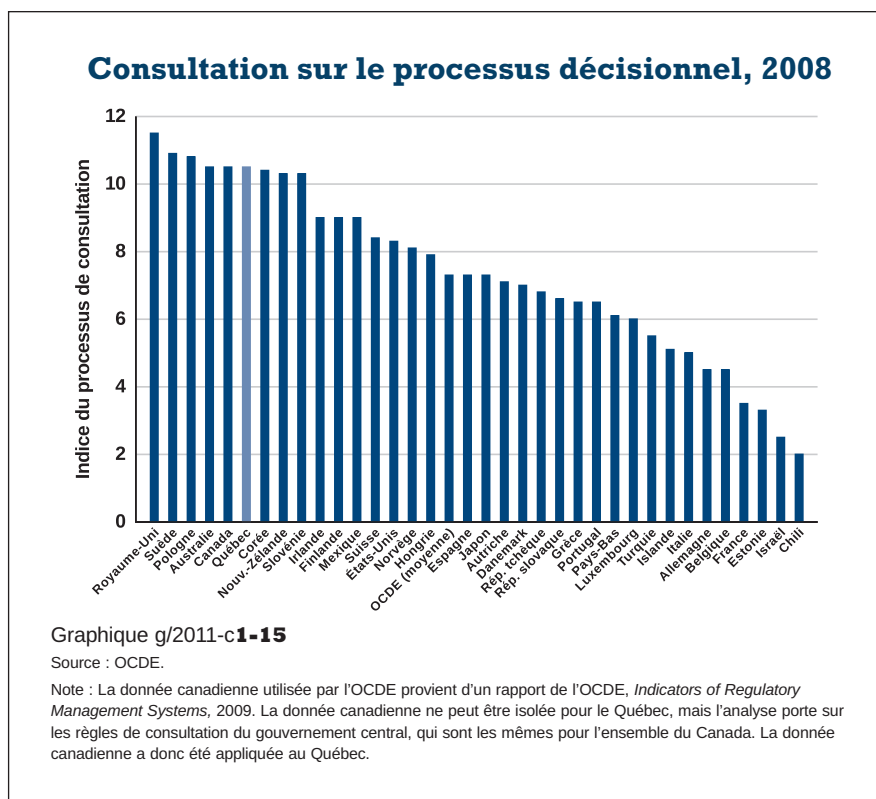
Cet indicateur mesure la participation électorale lors de grandes élections nationales. Il s'agit du total des votes exprimés en proportion de la population inscrite pour voter. La population en âge de voter est généralement définie comme la population âgée de 18 ans ou plus, tandis que la population enregistrée réfère à la population apparaissant sur les listes électorales. Le nombre de votes exprimés est recueilli auprès des offices statistiques nationaux et des organismes de gestion électorale. C'est en Australie que le taux de participation est le plus élevé, avec 95,2 %, alors que c'est en Suisse qu'il est le plus faible, avec 48,3 %. Le taux moyen de participation aux élections au sein des pays de l'OCDE est de 72,3 %. Avec 59,5 % de taux de participation aux élections fédérales de 2008, le Canada se situait sous la moyenne de l'OCDE. Le taux de participation est légèrement meilleur au Québec : 61,7 %. Il reste cependant sous la moyenne des pays de l'OCDE.



## Consultation sur le processus décisionnel

Cet indicateur mesure le processus de consultation lors des étapes clés de la conception de projets de lois, afin de cerner s'il existe des mécanismes de consultation permettant d'influencer leur préparation. Il s'agit d'un indice composite regroupant diverses informations sur l'ouverture et la transparence du processus de consultation utilisé lors de la conception des règlements.

En 2008, le résultat variait de 2,0 au Chili à 11,5 au Royaume-Uni. De son côté, le Canada figurait également au sommet avec 10,5. Il n'existe pas de donnée connue pour le Québec. Cependant, comme le système parlementaire analysé est celui du gouvernement central, et qu'à ce titre les règles de consultation sont les mêmes pour l'ensemble des provinces, nous avons appliqué le même résultat au Québec.

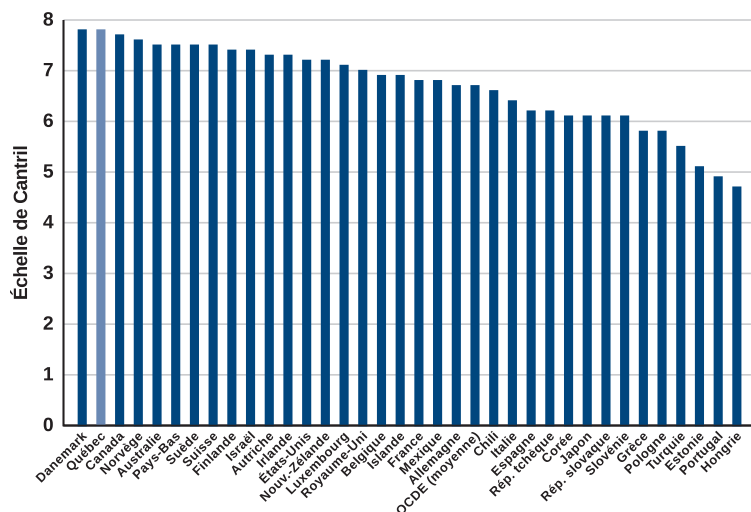


## Bien-être subjectif

### Satisfaction à l'égard de la vie

Cet indicateur compare la satisfaction globale à l'égard de la vie telle que perçue par les individus de chaque pays. Les gens évaluent leur vie à l'aide d'une échelle Cantril mesurant la façon dont ils l'apprécient, de la meilleure vie possible (10) à la pire vie possible (0). Les données des pays de l'OCDE proviennent du Gallup World Poll. Sur cette base, c'est en Hongrie qu'il fait le moins bon vivre, avec 4,7. Le Danemark et le Québec obtiennent les premières places, avec 7,8. Le Canada suit, en troisième place, avec 7,7.

#### Satisfaction à l'égard de la vie, année la plus récente



Graphique g/2011-c1-16

Source : OCDE.

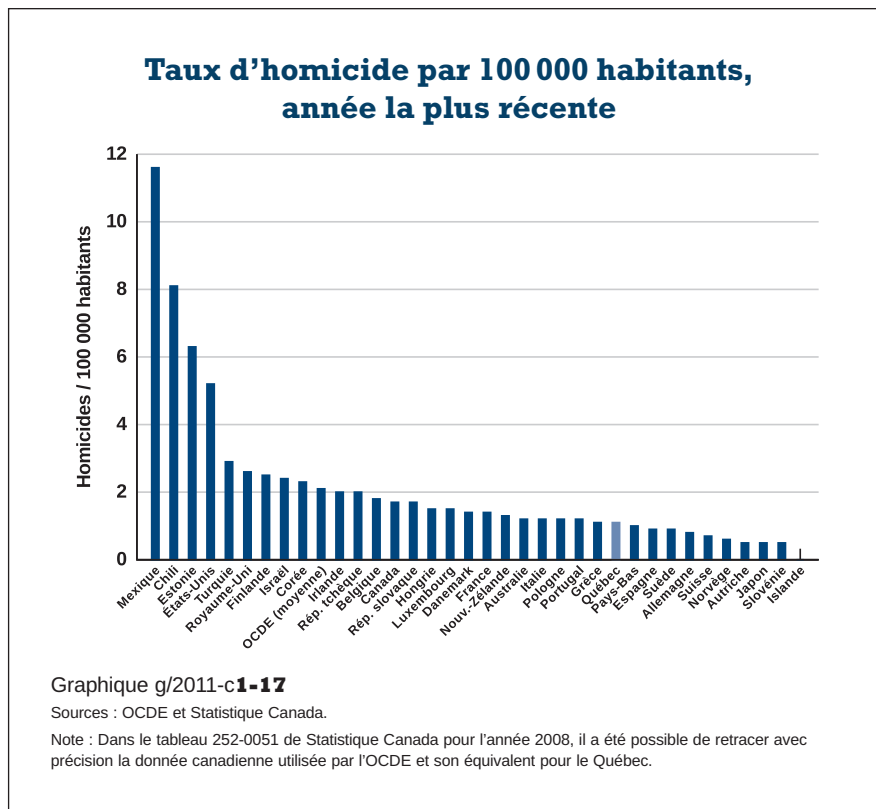
Note : Le résultat du sondage Gallup ne peut être isolé pour le Québec. Toutefois, dans ce cas, nous nous sommes référés à l'étude de 2010 du Centre for the Study of Living Standards : *Does Money Matter? Determining the Happiness of Canadians*. Dans cette étude, le niveau moyen de « happiness » de la population canadienne a été mesuré sur une échelle de 1 à 5. Le Québec a obtenu 4,30, comparativement à 4,26 pour l'ensemble du Canada. Un facteur d'ajustement de 1,0094 a été obtenu en vue d'ajuster la donnée canadienne utilisée par l'OCDE à la réalité québécoise.



## Sécurité

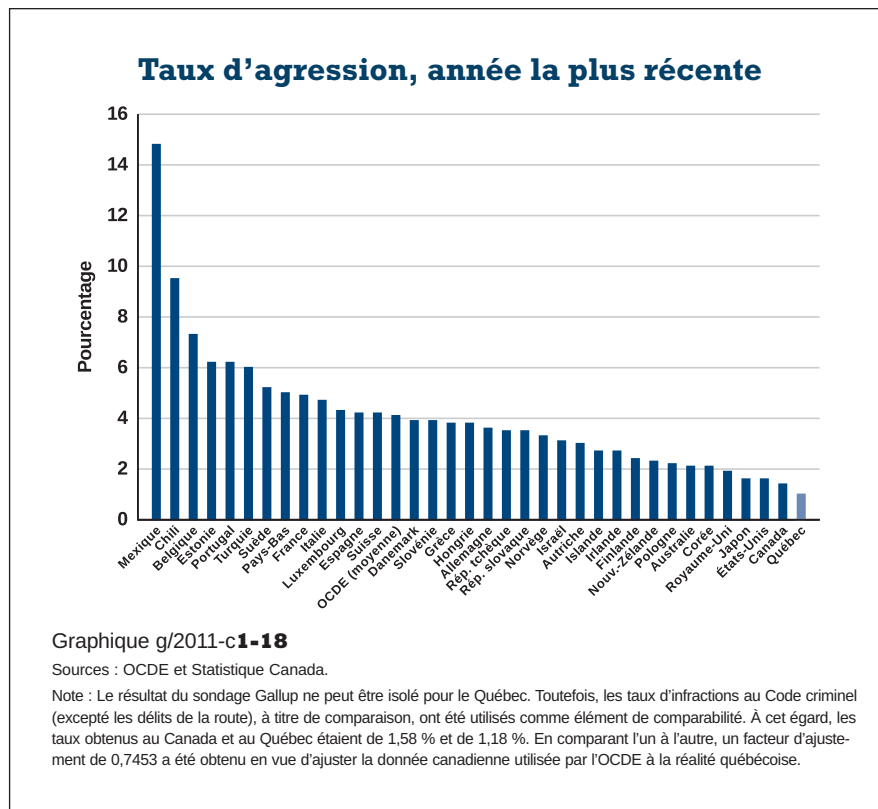
### Taux d'homicide

Cet indicateur mesure le nombre d'homicides déclarés par la police chaque année par 100 000 habitants. Les données proviennent de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Le nombre d'homicides par 100 000 habitants varie de 0 en Islande à 11,6 au Mexique. La moyenne des pays de l'OCDE est de 2,1. Au Canada, le nombre d'homicides par 100 000 habitants est de 1,7. Le Québec fait mieux, avec un taux de 1,1.



## Taux d'agression

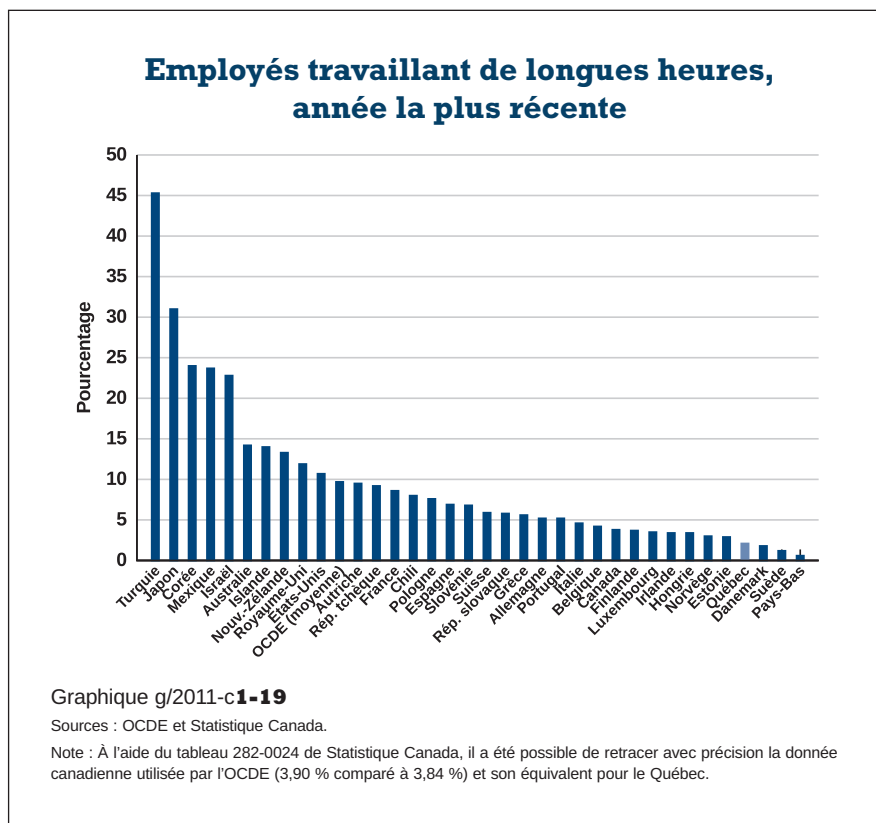
Cet indicateur est basé sur le pourcentage de personnes qui déclarent avoir été victimes d'une agression au cours des 12 derniers mois. Les données des pays de l'OCDE proviennent du Gallup World Poll, pour lequel le taux d'agression va de 1,4 au Canada à 14,8 au Mexique. Il n'existe pas de donnée connue du sondage Gallup pour le Québec. Toutefois, les statistiques canadiennes permettent d'établir que le Québec obtient le taux le plus faible, avec 1,0.



## Conciliation vie-travail

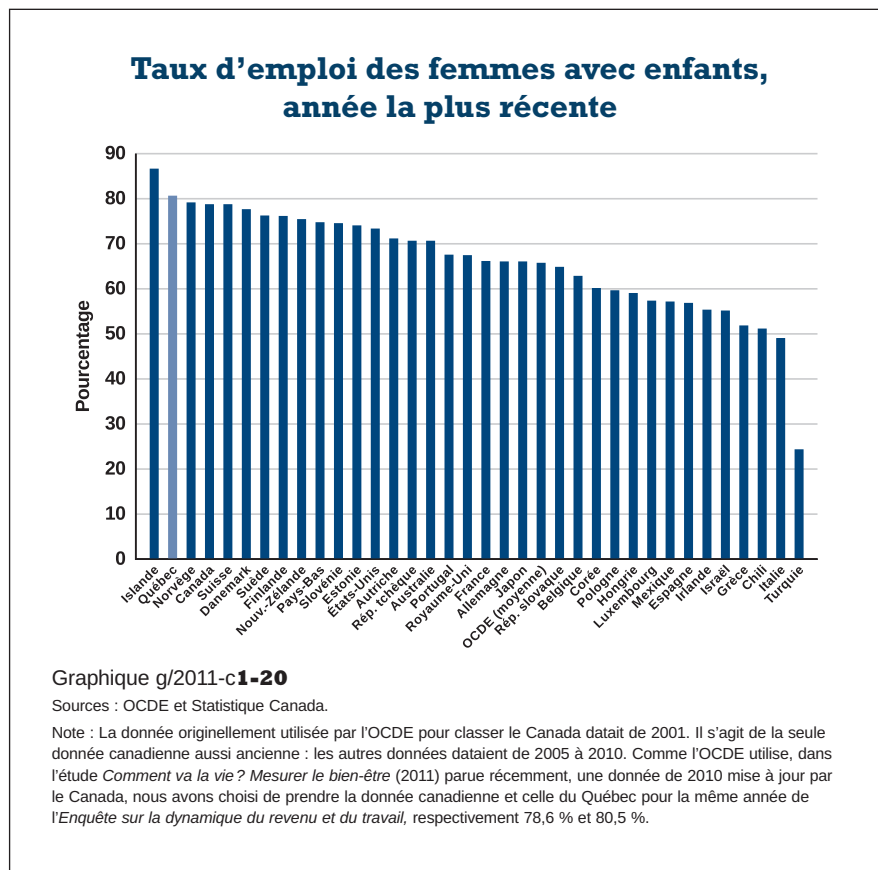
### Employés travaillant de longues heures

Cet indicateur montre la proportion des employés qui travaillent habituellement plus de 50 heures par semaine. Les données excluent les travailleurs indépendants, qui sont susceptibles de choisir délibérément de travailler de longues heures. La proportion des employés travaillant de longues heures va de 0,6 % aux Pays-Bas à 45,3 % en Turquie. Si la proportion s'élève à 8,5 % pour la moyenne des pays de l'OCDE, le Canada a une proportion de 3,8 % alors que le Québec a une des proportions les plus faibles, avec 2,1 %.



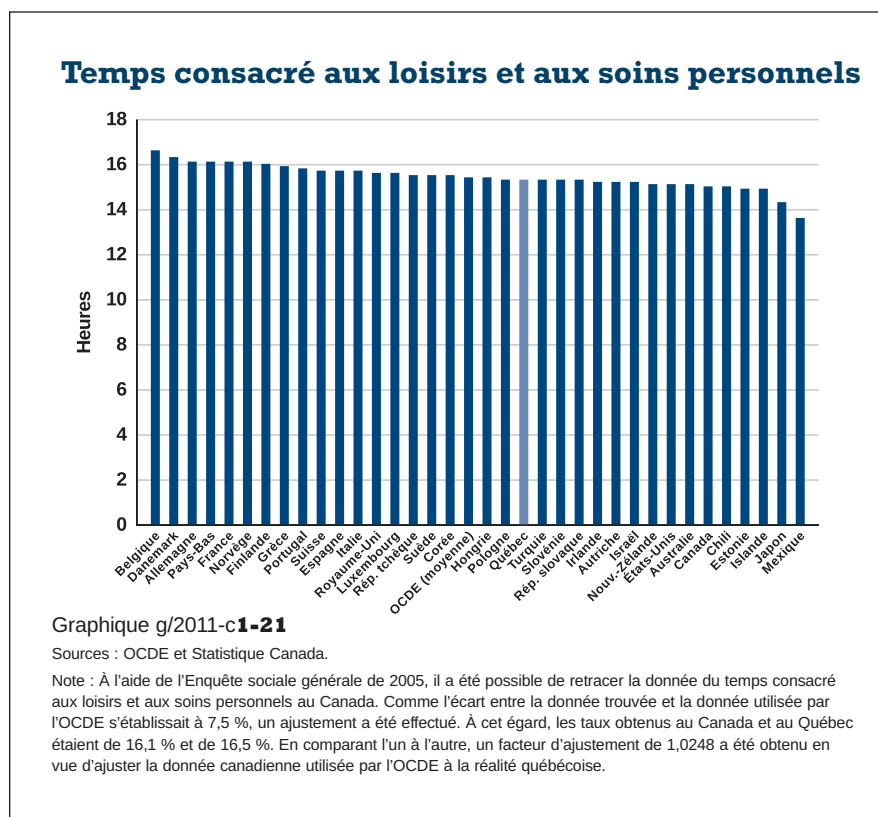
## Taux d'emploi des femmes avec enfants

Cet indicateur montre le taux d'emploi des femmes ayant des enfants âgés de 6 à 14 ans. Le plus fort taux d'emploi des mères s'élève à 86,5 % en Islande, alors que le plus faible est de 24,2 %, en Turquie. Avec 80,3 % au Québec et 78,6 % au Canada, nous devançons fortement la moyenne des pays de l'OCDE (65,4 %).



## Temps consacré aux loisirs et aux soins personnels

Cet indicateur présente les données d'enquêtes nationales sur les heures consacrées aux loisirs et aux soins personnels dans une journée typique. Le temps quotidien consacré aux loisirs et aux soins personnels va de 13,6 heures au Mexique à 16,6 heures en Belgique. Avec respectivement 15,3 heures et 15,0 heures, le Québec et le Canada se trouvent sous la moyenne des pays de l'OCDE.



## Classement

Une fois la valeur des 20 indicateurs notée, il est possible de faire un premier constat : le Québec se trouve 18 fois sur 20 au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE.

Rappelons ici que l'OCDE ne se sert pas des résultats de son indice pour établir un classement des pays. L'outil est plutôt conçu en vue de permettre aux utilisateurs de faire leur propre pondération selon l'importance relative de chacun des indicateurs utilisés dans la mesure du mieux-vivre.

Pour les fins du présent exercice, trois types de classement seront réalisés.

- Classement selon les thèmes non pondérés : dans ce cas, chacun des thèmes a le même poids. Sur une note sur 100, considérant qu'il y a 11 thèmes, un poids de 9,1 est accordé à chaque thème.
- Classement selon les indicateurs non pondérés : dans ce cas, chacun des indicateurs a le même poids. Sur une note sur 100, considérant qu'il y a 20 indicateurs, un poids de 5 est accordé à chaque indicateur.
- Classement selon les indicateurs pondérés : dans ce cas, des poids différents sont octroyés aux différents indicateurs. Un poids de 3 est d'abord octroyé aux indicateurs se rapportant aux conditions de vie matérielle, les indicateurs concernant la santé et l'éducation reçoivent un poids de 2, et les autres indicateurs de la qualité de vie se voient attribuer un poids de 1. Ces poids sont ensuite transformés de manière à produire une note sur 100<sup>7</sup>.

La différence entre les deux premiers scénarios est assez marginale. Notons toutefois que le thème « environnement », n'ayant qu'un seul indicateur, voit son poids passer de 9,1 dans le classement selon les thèmes non pondérés à 5 dans le classement selon les indicateurs non pondérés. À l'inverse, le thème « conciliation vie-travail », ayant trois indicateurs, gagne en importance avec le classement selon les indicateurs non pondérés.

Le troisième scénario modifie l'approche, en accordant un poids accru aux thèmes relatifs aux conditions de vie matérielles comme le logement, le revenu et le travail ainsi qu'aux thèmes relatifs à la qualité de vie en matière d'éducation et de santé.

Présenter ces scénarios n'a qu'un but : en les comparant entre eux, il sera possible de constater la sensibilité des différentes pondérations entre les thèmes et les indicateurs.

À la lumière de ces trois scénarios, on constate que peu importe le classement retenu, le Québec, le Canada et l'Australie occupent toujours les trois premiers rangs<sup>8</sup>. À l'autre bout du spectre, la République slovaque, la Hongrie, le Portugal, l'Estonie, le Chili, le Mexique et la Turquie prennent chaque fois les sept dernières places.

Les résultats des trois classements diffèrent sensiblement de celui pouvant être observé sur la base du PIB par habitant (graphique 1-1, au début du texte), même en tenant compte de la parité des pouvoirs d'achat. Dans ce dernier cas, le Canada arrivait à la 9<sup>e</sup> place, alors que le Québec se classait à la 20<sup>e</sup> place, sous la moyenne des pays de l'OCDE.

Classements selon diverses pondérations					
Thèmes non pondérés		Indicateurs non pondérés		Indicateurs pondérés de 3 à 1	
<b>Québec</b>	82,1	<b>Québec</b>	80,5	Canada	78,9
Canada	81,8	Canada	79,9	<b>Québec</b>	78,0
Australie	81,4	Australie	79,3	Australie	76,4
Suède	80,6	Suède	78,6	Luxembourg	75,7
Nouvelle-Zélande	79,4	Norvège	77,8	Suisse	75,6
Norvège	78,5	Nouvelle-Zélande	77,0	États-Unis	75,4
Danemark	77,6	Danemark	75,7	Norvège	74,8
États-Unis	76,1	États-Unis	75,4	Suède	74,6
Suisse	75,9	Suisse	75,4	Nouvelle-Zélande	73,9
Finlande	75,2	Pays-Bas	75,1	Pays-Bas	73,7
Pays-Bas	75,0	Finlande	74,2	Danemark	71,0
Luxembourg	74,9	Luxembourg	72,9	Finlande	69,9
Islande	74,3	Islande	72,2	Islande	69,1
Royaume-Uni	73,0	Royaume-Uni	71,1	Royaume-Uni	68,3
Autriche	71,2	Autriche	70,2	Autriche	68,0
Irlande	71,0	Belgique	69,5	Belgique	67,1
Allemagne	69,9	Allemagne	69,3	Allemagne	66,6
Belgique	69,5	France	67,6	France	64,4
France	69,0	Irlande	67,5	Irlande	62,1
Japon	61,1	Slovénie	60,9	Japon	61,0
Israël	60,7	Japon	60,8	Slovénie	56,4
Slovénie	59,8	République tchèque	59,3	Israël	55,6
Espagne	59,4	Espagne	59,0	République tchèque	55,5
République tchèque	59,1	Italie	58,2	Italie	55,2
Italie	57,5	Israël	57,9	Corée	53,9
Pologne	53,8	Corée	56,0	Espagne	53,4
Corée	53,4	Grèce	55,2	Grèce	50,9
Grèce	53,1	Pologne	54,6	Pologne	48,8
République slovaque	50,2	Portugal	49,6	Portugal	46,4
Hongrie	47,1	République slovaque	48,8	République slovaque	41,5
Portugal	46,5	Hongrie	48,2	Hongrie	40,8
Estonie	41,9	Estonie	42,7	Chili	38,9
Chili	38,4	Chili	40,3	Estonie	37,0
Mexique	36,9	Mexique	33,9	Mexique	33,9
Turquie	27,9	Turquie	27,9	Turquie	22,4

Tableau t/2011-c1-2



## Limites de l'exercice et conclusions

La méthodologie de l'OCDE que nous avons appliquée au Québec dans ce chapitre a l'avantage de tenir compte du caractère multidimensionnel du bien-être des populations. Elle utilise également des données qui permettent les comparaisons internationales. Comme dans tout exercice du genre, il est toutefois essentiel de prendre conscience des limites de cette méthode.

- **Le choix des indicateurs et la formule d'agrégation comportent inévitablement une part d'arbitraire.** En particulier, la formule de conversion des indicateurs sur une échelle de 10 peut avoir des impacts non triviaux sur les classements. Par ailleurs, certains indicateurs sont hautement corrélés entre eux (comme le taux d'emploi et le taux d'emploi des femmes avec enfants, ou encore le revenu disponible et l'avoir financier). L'inclusion d'indicateurs fortement corrélés peut avoir pour effet de surpondérer certaines dimensions du bien-être par rapport à d'autres.
- **En raison de limitations de données, l'indice Vivre mieux de l'OCDE n'a pas pu être parfaitement reproduit pour le Québec.** En effet, un certain nombre d'approximations ont dû être adoptées (elles ont été décrites plus haut). Bien que celles-ci invitent à la prudence quant au positionnement du Québec dans le classement de l'OCDE, nous avons opté pour une approche conservatrice lorsque des approximations ont été utilisées. Nous avons porté une attention toute particulière à maintenir la cohérence entre les données du Québec et celles utilisées par l'OCDE pour le Canada.
- **L'indice Vivre mieux ne tient pas compte des inégalités de revenu et de la pauvreté.** Il s'agit d'une faiblesse importante et, dans une certaine mesure, surprenante de la démarche de l'OCDE. D'autres indicateurs, comme l'IEWB canadien, tiennent compte de cette dimension importante du bien-être économique. Aux fins du présent chapitre, nous avons privilégié la construction d'un indice Vivre mieux Québec le plus comparable possible à l'indice de l'OCDE.

- **L'indice Vivre mieux capte mal la dimension de long terme du bien-être.** Par exemple, aucun indicateur ne tient compte de la capacité des États à soutenir le bien-être de leur population à long terme. C'est une limite importante qui pourrait éventuellement être corrigée en ajoutant à l'indice un indicateur captant le caractère soutenable des finances publiques (par exemple la dette publique ou le déficit structurel des gouvernements).

Malgré les limites de l'exercice, nous sommes d'avis que les résultats de notre indice Vivre mieux Québec sont révélateurs. Au chapitre du bien-être de sa population, le Québec présente d'incontestables forces par rapport aux pays de l'OCDE : qualité du logement, compétences en lecture, état de santé, faible criminalité, etc. Le Québec fait toutefois face à d'importants défis quant à sa capacité à maintenir ce niveau de bien-être dans l'avenir, qui ne doivent pas être occultés.

Au premier chef, la pérennité du niveau de bien-être mesuré aujourd'hui au Québec dépend de la préservation de la capacité d'intervenir de l'État, qui à son tour passe par des finances publiques soutenables à long terme. Bien que le PIB soit un indicateur insatisfaisant de la mesure du bien-être, il demeure exact qu'une croissance soutenue du PIB est le premier déterminant des revenus de l'État et, partant, de sa capacité d'action. Comme mesure de la capacité de payer d'une population, le PIB est donc là pour rester !



## Notes

1. Les auteurs remercient chaleureusement Fanny Moffette pour son rôle actif dans la collecte de données pour ce chapitre. Ils remercient également Jean-Pierre Aubry pour ses commentaires judicieux.
2. Ce classement est disponible à l'adresse suivante : <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/>
3. Le rapport est disponible en ligne, ainsi que d'autres documents produits par la Commission, à l'adresse suivante : <http://stiglitz-sen-fitoussi.fr>
4. Pour un survol de la littérature scientifique sur la question, voir notamment Fleurbaey (2009).
5. À titre d'exemple, dans le cas du nombre de pièces par personne (graphique 1-2), le Canada, en obtenant le nombre le plus élevé (2,5), reçoit la note de 10, la Turquie, avec le nombre le plus faible (0,7), reçoit la note de zéro. L'écart entre le premier et le dernier pays est de 1,8 pièce, donc un pays ayant 2,3, comme les États-Unis, avec 1,6 pièce de plus que le dernier, obtient la note de 8,9 ( $10 * 1,6 / 1,8$ ).
6. Sauf indication contraire, les données de chaque pays proviennent du site Web suivant : <http://oecdbetterlifeindex.org>
7. Sur une note sur 100, les catégories d'indicateurs obtiennent respectivement un poids de 8,4, 5,6 et 2,8.
8. Dans le classement selon les indicateurs pondérés, faire passer les poids des trois catégories d'indicateurs respectivement à 5, 2,5 et 1, voire à 10, 5 et 1 ne change pas fondamentalement le classement. Dans les deux cas, le Québec glisse de la deuxième à la troisième position alors que certains pays montent au classement (Luxembourg, États-Unis, Suisse). De façon générale, plus les indicateurs de revenu et d'avoir financier verront leur importance relative s'accroître, plus le Québec glissera au classement et plus le classement ressemblera à celui du PIB par habitant à la parité des pouvoirs d'achat, présenté en début de chapitre.

## Références

- Coalition pour l'avenir du Québec (2011). *Une économie de propriétaires et non de succursales, texte de consultation sur l'économie*. Québec.
- Commission européenne (2009). *GDP and Beyond: Measuring Progress in a Changing World. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen*. Bruxelles, Belgique : Commission européenne.
- Fleurbaey, M. (2009). Beyond GDP: The Quest for a Measure of Social Welfare. *Journal of Economic Literature*, 47(4), 1029-1075. doi:10.1257/jel.47.4.1029
- Fortin, P. et Lisée, J.-F. (2011, juin). Revenu : 99 % des Québécois font mieux que 99 % des Américains. *L'Actualité*.
- OCDE (2011). *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*. Paris, France : OCDE. Récupéré de : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>
- Osberg, L. (1985). The Measurement on Economic Well-being. Dans D. Laidler (dir.), *Approaches to Economic Well-being. Commission MacDonald* (vol. 36). Toronto, Canada : University of Toronto Press. Récupéré de : <http://www.csls.ca/iwb/macdonald.pdf>
- Osberg, L. et Sharpe, A. (1998). *An Index of Economic Well-being for Canada. Research Report, Applied Research Branch*. Ottawa, Canada : Human Resources Development Canada. Récupéré de : <http://www.hrsdc.gc.ca/eng/cs/sp/hrsd/prc/publications/research/1998-000129/r-99-3e.pdf>
- Osberg, L. et Sharpe, A. (2011a). *Beyond GDP: Measuring Economic Well-being in Canada and the Provinces, 1981-2010*. Center for the Study of Living Standards, Research Report 2011-11.
- Osberg, L. et Sharpe, A. (2011b). *Moving from a GDP-Based to a Well-being Based Metric of Economic Performance and Social Progress: Results from the Index of Economic Well-being for OECD Countries, 1980-2009*. Center for the Study of Living Standards, Research Report 2011-12.
- Stiglitz, J. E., Sen, A. et Fitoussi, J.-P. (2009). *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*.